

rôle. Ils y ont participé plus étroitement aux activités politiques intérieures, notamment en prenant le pouvoir au Chili, en Indonésie et en Ouganda, par exemple. Du point de vue environnemental, la violence militaire peut avoir des répercussions locales aussi bien que planétaires, dans certains cas.

Le rapport entre la violence militaire et l'environnement se situe sur trois plans principaux⁸. Premièrement, pour assurer la défense nationale, il faut dépenser pour acquérir des biens et des services militaires. Se pose alors le dilemme bien connu, « forger des socs de charrue avec des épées », c'est-à-dire utiliser à des fins plus salutaires les sommes investies dans les dépenses militaires⁹. De nombreux pays se penchent déjà sur la question de savoir combien d'argent il convient d'investir dans les activités militaires, et combien dans les améliorations environnementales. La question retiendra de plus en plus l'attention à mesure que les considérations environnementales deviendront plus étroitement liées à la réflexion générale sur la façon d'envisager la sécurité nationale. Des dépenses militaires trop élevées risquent de rendre l'environnement vulnérable, mais en attachant trop d'importance à l'environnement, on risque par contre de nuire à la préparation militaire et de devenir vulnérable sur ce plan. À cet égard, dans un cas comme dans l'autre, il est essentiel d'évaluer objectivement le risque. Il faut aussi disposer d'un bon mécanisme permettant d'appliquer un dénominateur commun aux évaluations de deux risques très différents¹⁰.

Deuxièmement, les préparatifs de guerre contribuent à la pollution et infligent des dommages à l'environnement. La production et la mise à l'essai des armes nucléaires, en particulier les essais à ciel ouvert de ces armes, en constituent

⁸Voir Daniel Deudney, "The Case Against Linking Environmental Degradation and National Security," *Millennium: Journal of International Studies*, 1990, vol. 19, n° 3.

⁹Contrairement à l'idée répandue selon laquelle tous les pays en développement affecteraient une proportion démesurément importante de leur PIB aux dépenses militaires, la situation varie sensiblement à cet égard. Selon le PNUD, des pays comme l'Éthiopie, le Mozambique et le Yémen consacrent plus de 10 % de leur PIB aux dépenses militaires, tandis que d'autres, dont la Gambie, le Malawi et le Zaïre, n'y consacrent que 2 % de leur PIB. Dépenses militaires en pourcentage du PIB 1990-1991, Programme des Nations unies pour le développement, Rapport mondial sur le développement humain 1994, tableau 21, pp. 182-183.

¹⁰L'établissement d'un tel mécanisme n'est pas une tâche facile. Si les risques environnementaux et militaires constituent deux aspects de la « sécurité humaine », un examen global de la « sécurité humaine » nécessiterait une certaine connaissance des coûts et avantages de chacune de ses composantes, ce que viendrait compliquer le caractère subjectif de l'évaluation des risques auxquels sont exposées les composantes.